

20250717 infoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/65833/moins-de-visas-travail-durcissement-du-regroupement-familial-le-portugal-durcit-a-nouveau-sa-politique-migratoire>

Actualités



Une femme tient une pancarte alors que des partisans du parti Chega participent à une manifestation contre ce qu'ils appellent "l'immigration incontrôlée et l'insécurité dans les rues", à Lisbonne, au Portugal, le 29 septembre 2024. REUTERS/Rodrigo Antunes

Moins de visas travail, durcissement du regroupement familial... Le Portugal durcit à nouveau sa politique migratoire

Par [La rédaction](#) Publié le : 17/07/2025

Selon les nouvelles dispositions du gouvernement portugais de droite, les visas travail ne seront désormais accordés qu'à des immigrés hautement qualifiés. Les conditions permettant le regroupement familial seront aussi plus exigeantes. Des mesures qui vont à rebours du précédent gouvernement socialiste.

Grâce aux voix de la coalition gouvernementale de droite et de l'extrême droite, le Parlement portugais issu des élections de mai dernier a voté mercredi 16 juillet en faveur d'un nouveau durcissement de la politique migratoire du pays.

Selon les nouvelles dispositions, les visas pour rechercher du travail ne seront désormais accordés qu'à des immigrés hautement qualifiés et les conditions permettant le regroupement familial seront plus exigeantes. Par ailleurs, les Brésiliens, qui constituent le plus important contingent immigré, ne bénéficieront plus d'une règle qui leur permettait de régulariser leur situation après leur arrivée au Portugal.

Enfin, le Parlement a voté mercredi en faveur de la création d'une nouvelle unité au sein de la police nationale qui sera chargée de lutter contre l'immigration illégale et d'organiser l'expulsion des migrants en situation irrégulière.



Les partisans du parti Chega participent à une manifestation contre ce qu'ils appellent "l'immigration incontrôlée et l'insécurité dans les rues", à Lisbonne, au Portugal, le 29 septembre 2024. REUTERS/Rodrigo Antunes

Longtemps pays d'accueil, le [Portugal bénéficiait d'une politique migratoire parmi les plus ouvertes d'Europe](#). Pendant de nombreuses années, les migrants pouvaient obtenir un statut légal en travaillant, en créant une entreprise ou en étant freelance, qu'ils soient entrés de manière régulière ou non dans le pays. Cette disposition a été abrogée. Désormais, les autorités opèrent un net virage. Arrivé au pouvoir en mars 2024, le gouvernement de droite modérée du Premier ministre Luis Montenegro a décidé de durcir sa ligne politique question immigration.

La polémique autour des conditions d'accès à la nationalité portugaise

Au mois de mai, le gouvernement avait déjà annoncé son projet d'expulser à court terme environ 18 000 étrangers en situation irrégulière dans le pays. Dans un premier temps, 4 500 étrangers clandestins devaient recevoir un ordre de départ volontaire pour un délai de 20 jours, avait précisé le ministre. Les autorités portugaises misaient d'abord sur ces départs volontaires, d'autant plus qu'elles bénéficient de peu de moyens pour reconduire les migrants clandestins aux frontières.



Des migrants manifestent devant le parlement portugais pour réclamer des droits et des permis de séjour, à Lisbonne, Portugal, 25 octobre 2024 | Crédit : REUTERS/Pedro Nunes

Un troisième volet du paquet législatif gouvernemental, qui visait notamment à restreindre les conditions d'accès à la nationalité portugaise, fera encore l'objet de tractations parlementaires, en raison de doutes portant sur la légalité de certaines dispositions.

A lire aussi

[Au Portugal, l'inquiétante hausse de migrants réduits en esclavage dans les champs agricoles](#)

Les conditions de vie des migrants dans le pays se sont dégradées. De nombreux migrants n'ont d'autres choix que de vivre sous des tentes alors qu'une crise du logement rend la plupart des locations disponibles inabordables. Dans le pays, les prix de l'immobilier ont augmenté de façon spectaculaire ces dernières années. Selon l'agence de presse Reuters, les loyers à Lisbonne ont presque doublé depuis 2015, tandis que les prix de l'immobilier ont augmenté de 186 %.

Fin 2024, le pays ibérique comptait 1,55 million d'étrangers, soit quatre fois plus qu'en 2017 et environ 15% de la population totale, selon des données officielles.

"Pendant des années, le Parti socialiste a promu une politique de portes grandes ouvertes, sans aucun critère [...] Il faut rapidement corriger cette irresponsabilité", a fait valoir mercredi la députée d'extrême droite Vanessa Barata. De son côté, l'élu socialiste Pedro Delgado Alves a accusé le gouvernement d'avoir "choisi son partenaire" et de s'être laissé "séquestrer par l'extrême droite".